



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1625>

Venezuela : le chavisme après Chávez

- International -



Date de mise en ligne : dimanche 22 septembre 2013

Description :

Les derniers mois ont mis le Venezuela sur le devant de la scène : élections présidentielles puis régionales fin 2012, décès d'Hugo Chávez en mars, nouveau scrutin et coup de force de la droite en avril.

L'actualité invite à dresser un bilan forcément provisoire et partiel de l'expérience bolivarienne et à observer cette période de transition. Depuis 1998, le président Chávez et ses partisans ont fait face à 17 élections et en ont gagné 16.

Comment expliquer cette fidélité des électeurs et cette longévité au pouvoir ?

L'École Émancipée

Les derniers mois ont mis le Venezuela sur le devant de la scène : élections présidentielles puis régionales fin 2012, décès d'Hugo Chávez en mars, nouveau scrutin et coup de force de la droite en avril. L'actualité invite à dresser un bilan forcément provisoire et partiel de l'expérience bolivarienne et à observer cette période de transition. [1]

Depuis 1998, le président Chávez et ses partisans ont fait face à 17 élections et en ont gagné 16. Comment expliquer cette fidélité des électeurs et cette longévité au pouvoir ?

Il est indéniable que sous les présidences de Chávez, ce pays, qui était un des plus inégalitaires d'Amérique Latine, a considérablement amélioré les conditions de vie des habitant-es.

En 15 ans, les réussites dans les domaines sociaux sont visibles dans les « barrios », ces quartiers populaires construits de bric et de broc sur les collines de Caracas.

Désormais, les revenus du pétrole permettent de lutter contre la pauvreté et de financer les « missions » qui agissent en faveur de la santé, l'éducation, la culture, l'alimentation, l'habitat, les transports...

Des choix économiques et politiques en faveur des exclu-es

Les chiffres, attestés par des organismes internationaux que l'on peut difficilement soupçonner de complaisance, témoignent des progrès réalisés.

En 2005, l'UNESCO déclare le Venezuela « libre d'analphabétisme » : en 10 ans la part du PIB consacré à l'éducation a triplé, la scolarisation des enfants a augmenté de 70 %, le nombre d'étudiant-es a été multiplié par deux, et 1,3 million d'adultes suivent des cours gratuitement.

Selon l'ONU, la pauvreté a diminué de moitié et l'extrême pauvreté a été divisée par quatre.

Pour la FAO, la faim est pratiquement éliminée au Venezuela. La santé et la sécurité sociale représentent 21 % du budget de l'État, le nombre de centres de santé a été multiplié par deux, celui des centres de soins dentaires par trois.

La Gran Misión Vivienda a procuré un « logement digne » à des milliers de familles modestes en les impliquant dans la mise en oeuvre du programme.

La LOTT (Ley Orgánica del Trabajo), promulguée le 1er mai 2012, dernière grande initiative pilotée par Chávez, apporte aux travailleurs, des droits dont on rêverait en Europe : réduction du temps de travail, interdiction de la sous-traitance, extension du congé maternité, rétablissement des indemnités de licenciement...

Des organes de transfert de pouvoir aux communautés

Des milliers de citoyens, jusqu'alors exclus de la sphère politique, s'emparent de la Constitution et des espaces de démocratie participative.

Plus de 40 000 conseils communaux, créés dans tout le pays notamment pour remédier à l'inefficience de l'appareil d'État et à la corruption, déterminent les priorités et gèrent le financement des services publics. Dans les nombreuses coopératives et entreprises autogérées, le rapport à la production se transforme et la création de

conseils de travailleurs comme « expression du pouvoir populaire dans le processus social du travail » est encouragée par la loi [2]

Résultat : un peuple politisé et impliqué dans le processus.

Mais encore un long chemin semé d'embûches vers le « socialisme du XXI^e siècle »

Cependant, le processus bolivarien n'est pas sans contradictions et le « socialisme du XXI^e siècle » peine à se concrétiser, au-delà des discours.

De nombreux verrous institutionnels, politiques et économiques sont autant d'obstacles à l'approfondissement de cette dynamique de transformation sociale et démocratique inédite.

Malgré l'expropriation et la nationalisation de plus de 40 grandes entreprises et multinationales dans des secteurs clés comme le pétrole, la sidérurgie, les cimenteries, l'eau, l'électricité, les mines et une partie du secteur bancaire, malgré la récupération et le transfert aux paysans de plus de 4 millions d'hectares de terre, le système capitaliste reste dominant.

Les coopératives ne participent que pour 2 % au PIB alors que le secteur privé y représente 70 %.

De plus, l'économie vénézuélienne a du mal à se diversifier et reste dépendante de la rente pétrolière et du marché extérieur. La production agricole, même si elle a bondi de 44 % depuis 1998, est encore insuffisante et seule l'importation massive de produits alimentaires et manufacturés permet de satisfaire la demande des consommateurs dont le niveau de vie a augmenté grâce à la revalorisation du salaire minimum, le plus élevé d'Amérique Latine.

L'économie nationale reste soumise aux lois du marché et les groupes capitalistes continuent à contrôler les importations, ce qui permet à l'ancien ministre des Industries, Víctor Álvarez, d'affirmer : « entre 1998 et 2008 l'économie vénézuélienne a été encore plus privée, ce qui est contradictoire avec l'objectif du Gouvernement Bolivarien de transformer l'économie capitaliste en un nouveau modèle productif socialiste ». [3]

Les défis de l'après Chávez

« Chávez corazón de la patria », « Chávez vive, la lucha sigue » : 6 mois après sa disparition, Chávez est toujours présent. Succéder à un tel personnage, dont ses plus proches partisans (et lui-même) ont parfois remis en cause l'« hiperliderazgo » [4], n'est pas simple.

« Nous devons nous critiquer nous-mêmes, pour avoir commis l'erreur de laisser à Chávez tout le poids de la révolution », explique Nicolás Maduro, le nouveau président que l'opposition surnomme avec mépris « le chauffeur de bus », en référence à son ancien métier.

Pour assurer sa continuité, le processus doit renforcer les modalités de contrôle populaire, lutter contre la corruption et l'insécurité, approfondir les transformations sociales, réformer l'économie.

Vaste programme que le gouvernement, dans la ligne du programme « Plan Patrie 2013-2019 » élaboré pour l'élection d'octobre 2012, s'emploie à populariser.

Il s'agit désormais de le concrétiser. « Je vous invite à mener plusieurs révolutions dans la révolution. (...) Pour que l'économie fonctionne, pour que les aliments ne soient plus accaparés, (...) nous allons viser l'efficacité socialiste à tout prix, combattre la corruption, la bureaucratie, l'indifférence. », a déclaré Maduro lors de son investiture.

Le « gouvernement de rue » est au coeur des projets : « pour disposer d'une direction collective de la Révolution (...), nous avons supprimé les intermédiaires entre le pouvoir populaire local et l'instance concernée du gouvernement central (...).

C'est une façon de terrasser la bureaucratization en proposant un nouveau système alternatif. Le modèle de gouvernement dont nous avons hérité exprimait (...) la façon de gouverner d'un État bourgeois, lui-même héritier du système colonial en Amérique latine. (...) Aux Missions, nous ajoutons désormais le « gouvernement de rue » (...). Nous souhaitons que le pouvoir se démocratise, qu'il constitue une sorte de vaccin contre le bureaucratisme, contre l'embourgeoisement, et (...) nous permette d'avancer vers l'efficiencia socialista » [5].



Une opposition de droite à l'affût

Une nouvelle séquence s'ouvre donc au Venezuela, pleine de défis et d'interrogations, mais pour convaincre les classes populaires de poursuivre l'expérience, il faudra, avant tout, tirer la leçon d'une dernière victoire électorale bien courte : en effet entre les scrutins d'octobre 2012 et d'avril 2013, le chavisme a perdu près de 700 000 voix.

L'analyse des multiples raisons de cette défection est nécessaire car la droite, soutenue par les États-Unis et les médias dominants, est prête à tout pour reprendre le pouvoir et défendre les privilèges de la vieille oligarchie.

Après avoir échoué dans sa tentative de délégitimer l'élection de Maduro en avril, dans une vague de violence qui s'est soldée par 10 morts et 78 blessés, l'opposition organise la spéculation et la pénurie de produits de première nécessité, utilisant des méthodes qui rappellent celles qui ont précédé le coup d'état au Chili en 1973. Elle prépare les élections municipales de décembre et réclamera sans doute, comme la Constitution l'y autorise, un référendum révocatoire en 2015 à mi-mandat de la présidence de Maduro.

Pendant et après Chávez, le Venezuela a été, et continue d'être, moteur dans l'intégration latino-américaine par la création d'organisations internationales qui cherchent à s'émanciper de la domination étatsunienne ou européenne, et à favoriser la souveraineté des peuples ainsi qu'une conception solidaire des relations économiques et diplomatiques.

Mais, au Venezuela comme dans les autres pays du continent, les contradictions entre le discours et l'action sont nombreuses. En matière de choix économiques et de développement, les tensions entre les mouvements sociaux et les gouvernements, même les plus progressistes, s'accroissent. Soyons sûrs que, sur ce continent en lutte, les peuples ne se laisseront pas voler leurs victoires et sauront défendre et consolider les progrès engagés. Ì

Cathy Ferré

(GD 13/Bureau National de France Amérique Latine)

[1] Pour un bilan thématique et une analyse plus complète, voir FAL Mag n°111 ([la revue de l'association France Amérique Latine](#)) : dossier « Venezuela : les défis du peuple bolivarien », coordonné par Cathy Ferré et Franck Gaudichaud en décembre 2012.

[2] Pour en savoir plus sur le code du travail :
<http://venezuelainfos.wordpress.com...>

[3] Voir Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde :
Hugo Chávez et la révolution bolivarienne : promesses et défis d'un processus de changement social. M éditeur, Ville Mont-Royal (Québec) 2012.

[4] Terme créé en juin 2009 par un groupe d'intellectuels membres ou proches du PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela, le parti qui regroupe les forces appuyant la Révolution Bolivarienne).

[5] Interview de Nicolás Maduro par Ignacio Ramonet le 31 juillet 2013 :
<http://www.medelu.org/Au-Venezuela-...>